

tions de carrefours rehaussent ceux à qui elles s'adressent ; mais elles dégradent le caractère national. Elles feront tache dans notre histoire.

Pourquoi, cependant, toute cette agitation, toutes ces tempêtes ne dépassent-elles pas une certaine sphère ? Pourquoi la masse de la population reste-t-elle froide et impassible ? C'est d'abord parce qu'elle ne partage ni vos impatiences, ni vos craintes, ni vos passions ; c'est ensuite parce qu'elle sait bien que, sans elle, les restaurations, comme les révolutions, sont impossibles. Elle résiste à vos turbulentes fantaisies par sa seule force d'inertie. Les hommes qui rêvent de lui imposer leurs volontés se séparent d'elle peu-à-peu ; elle les laisse faire jusqu'à ce que, ne vivant plus de la vie politique dont elle est la source, ils tombent, pareils à des branches mortes, sans secousse, sans ébranlement, et sans emporter un regret.

Permettez-nous de faire une remarque : vous déployez sans doute aujourd'hui de belles colères contre la République, c'est du courage, si vous le voulez ; vous trouvez cette forme de gouvernement incompatible avec nos opinions, avec nos mœurs, c'est de la conviction, si vous le voulez encore ; mais enfin, ce courage et ces convictions où étaient ils, il y a deux ans ? Comment, alors que M. Ledru-Rollin nous dépêchait ses aimables commissaires ; alors que la voix des clubs était séditieuse, la place publique agitée, les affaires suspendues, le crédit nul ; comment, à cette époque de trouble et de tumulte, vous prêchiez le respect du suffrage universel ; à cette époque, la République semblait aux moins fervents d'entre vous une épreuve qu'il fallait accomplir loyalement et complètement ; et maintenant que le calme est rétabli, maintenant que vous avez fait de la République votre chose, que vous disposez de toute l'administration, de toutes les forces de la société, vous trouvez que le suffrage universel, en vertu duquel vous existez, n'est plus bon qu'à être congédié et la République à être jetée au feu. Que votre modération d'hier serve au moins de leçon à vos fureurs d'aujourd'hui !

Tenez, ce qui vous dépite et vous exaspère, vous M. Thiers, vous M. Montalembert, vous tous enfin qui souhaitez la ruine de ce qui est, ce n'est pas tant l'appui naturel que le prolétariat prête à la République, que les adhésions de jour en jour plus nombreuses qu'elle recueille dans les rangs de la bourgeoisie ; votre loi électorale n'est, en réalité, qu'une réponse aux élections de Paris ; or, ces élections, qui les a faites ? Est-ce le prolétariat ? non, c'est la bourgeoisie. Aussi, dès à présent, nous tenons pour certain que la réaction, même avec le suffrage restreint, sera vaincue dans les comices. Si elle veut être logique et persévérante, elle doit aller jusqu'à la dictature.

Et, en vérité, n'est-ce pas à cela qu'elle vise audacieusement ? Ne lisons-nous pas chaque jour des journaux qui la demandent ? Ne rencontrons-nous pas des tripoteurs